

30 août 2012
Français
Original : espagnol

**Conférence des Nations Unies chargée
d'examiner les progrès accomplis
dans l'exécution du Programme d'action
en vue de prévenir, combattre et éliminer
le commerce illicite des armes légères
sous tous ses aspects**

New York, 27 août-7 septembre 2012

**Document de travail présentant la position
du Marché commun du Sud et des États associés
dans le cadre de la deuxième Conférence
des Nations Unies chargée d'examiner
les progrès accomplis dans l'exécution
du Programme d'action en vue de prévenir,
combattre et éliminer le commerce illicite
des armes légères sous tous ses aspects**

1. Nous, États membres du Marché commun du Sud (MERCOSUR) et États associés, reconnaissons l'apport et l'intérêt qualitatif du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects pour ce qui est d'opposer une réponse globale et multidimensionnelle aux problèmes liés audit commerce.
2. Nous restons cependant préoccupés par la fabrication, le transfert et la circulation illicites des armes à feu et des munitions et leur prolifération parmi les civils, qui ont de multiples conséquences et compromettent le développement durable de nos sociétés dans de nombreuses régions.
3. En outre, nous exprimons une nouvelle fois l'inquiétude que nous inspire le lien étroit entre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre et la criminalité organisée.
4. C'est pourquoi nous estimons que la Conférence d'examen doit réaffirmer les objectifs du Programme d'action, procéder à une évaluation rigoureuse de sa mise en œuvre afin de recenser les domaines qui appellent des efforts supplémentaires, et faire en sorte qu'il vienne compléter les autres instruments applicables et soit pris en considération dans la négociation d'instruments additionnels. En outre, la bonne exécution du Programme d'action suppose de définir précisément les objectifs des



mécanismes de suivi, en établissant un mandat clair pour les réunions de ces mécanismes afin qu'il puisse en ressortir des résultats tangibles, formulés dans des documents finaux assortis de mesures ou de recommandations concrètes à l'intention des États.

5. Il nous paraît important de continuer à appuyer l'intensification de la coopération et de l'aide internationales et le renforcement des capacités nationales, dont la nature intersectorielle et les multiples dimensions en font des outils essentiels pour appliquer efficacement les mesures recommandées dans le Programme d'action.

6. Tout en saluant la contribution apportée par le Programme d'action, nous tenons à souligner de nouveau que celui-ci, puisqu'il concerne le commerce illicite des armes légères « sous tous ses aspects », doit nécessairement couvrir les munitions et les engins explosifs. L'un des défis à relever au regard de la mise en œuvre du Programme d'action consiste donc à adopter une démarche globale. Nous considérons en effet que les munitions, de même que les engins explosifs, font partie intégrante de la catégorie des armes légères et de petit calibre. Par ailleurs, nous rappelons que le caractère juridiquement non contraignant du Programme d'action fait obstacle à son application effective.

7. La présente conférence est une occasion unique de réaffirmer l'engagement qui a été pris d'appliquer pleinement les recommandations de l'instrument international qui permet aux États d'identifier et de tracer de manière efficace et fiable les armes légères et de petit calibre illicites. Nous réaffirmons à quel point il est important pour nous que l'instrument s'applique aussi aux munitions et soit juridiquement contraignant.

8. Nous estimons qu'il est nécessaire de consolider les mécanismes de suivi telle la présentation de rapports nationaux et de renforcer l'échange d'informations, ce qui permettra de travailler de manière coordonnée et d'analyser les renseignements fournis par chaque État sur les progrès accomplis en matière de contrôle interne des armes légères et s'avérera très utile au moment de décider des mesures à adopter pour lutter contre le commerce illicite de ces armes et ses sinistres conséquences.

9. Dans le même temps, nous appelons l'attention sur la nécessité de parvenir à une coordination, une complémentarité et une synergie plus grandes et plus efficaces des efforts déployés à tous les niveaux entre les acteurs concernés et reconnaissons l'importance d'un renforcement continu des alliances stratégiques que suppose le Programme d'action entre les États, les organisations internationales et les organisations de la société civile, étant donné que ces dernières contribuent à la fois à la mise en œuvre des recommandations de l'instrument sur le plan national et à la mobilisation des ressources disponibles aux niveaux régional et mondial.

10. Parmi les questions en suspens, nous signalons une fois de plus qu'il est crucial de tenir compte de la problématique hommes-femmes et des considérations d'âge dans l'exécution du Programme d'action, en accordant une attention spécifique aux groupes les plus vulnérables de la société.

11. De même, nous sommes convaincus que la promotion du dialogue et d'une culture de paix, la prévention du crime et des conflits et l'intégration sociale sont autant de mesures nécessaires au renforcement et à la promotion des efforts visant à prévenir et combattre le commerce illicite des armes légères.

12. Nous approuvons la démarche proposée par le Secrétaire général dans son rapport S/2011/255, où il informe le Conseil de sécurité d'un certain nombre de questions thématiques appelant de sa part une attention particulière, parmi lesquelles le commerce et le courtage; le marquage, l'enregistrement et le traçage des armes; la gestion des stocks; la violence armée; et l'utilisation détournée des armes légères, ainsi que le commerce des munitions, les problèmes liés à l'entreposage de ces marchandises, et la nécessité de remonter jusqu'à l'origine des munitions trouvées dans les zones de conflit. Nous souscrivons également aux six recommandations qui figurent à la fin du rapport.

13. Enfin, au moment de renouveler notre engagement à continuer d'œuvrer au renforcement du Programme d'action, nous tenons à saluer le travail accompli depuis 2001 par le Groupe de travail du MERCOSUR sur les armes à feu et les munitions en vue de mettre en commun les expériences nationales, de favoriser l'harmonisation des législations internes et de coordonner les politiques applicables, travail qui constitue un exemple de coopération régionale s'agissant d'apporter une réponse effective et globale au problème du commerce illicite des armes à feu.
